L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 1er AOUT 1873. 29me Année.

BUFFUM et LIBBY,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

BUREAU DU JOURNAL, 73 RUE DE CHARTRES.

VENDREDI MATIN, 1ER AOUT.

VENTE A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les affaires, voir aux annonces.

Par Jos. Rosenthal, 1st, 2e et 3e de la rue de Chartres — Bureau, entrepôt et magasin.

Par Hoffman, Mahler & Co., au No 36 de la rue de Chartres — "Bretons," articles de fantaisie et lingerie.

La Politique dans l'Ouest pour les Elections d'Automne.

On se prépare dans l'Ohio pour les élections d'automne où il s'agira d'élire un gouverneur et une Législature qui devra élire elle-même un sénateur aux Etats-Unis. Le résultat de la campagne est fort incertain, mais nous sommes porté à croire qu'il sera définitivement favorable au parti républicain régulier.

Il y a maintenant dans l'Ohio, comme dans tous les Etats de l'Ouest, quatre partis bien distincts de nom, l'ancien parti démocrate, le parti des grangers, le parti républicain et le parti libéral. Chacun de ces partis, bien évidemment est plus faible que le parti républicain. Les fermiers sont d'origine trop récente pour produire un grand effet électoral, et leurs suffrages, très probablement iront se perdre dans la masse des votants des trois autres partis. L'affaire des grangers ne peut avoir d'influence qu'aux élections présidentielles de 1876.

D'ici là, les ministériels, c'est-à-dire les adhérents du parti républicain qui veulent favoriser un troisième terme pour le président Grant, tâcheront d'agir sur les Grangers en obtenant du Congrès une loi générale sur les tarifs des chemins de fer, loi qui donnerait un semblant de satisfaction aux vœux bien formulés des fermiers. Nous croyons même que ces messieurs sont disposés à faire davantage et à rappeler la loi sur l'augmentation des salaires congressionels, s'ils voient que décidément cette mesure est de nature à leur causer un tort sérieux. Nous pouvons être sûr que si l'augmentation dont nous parlons a été proposée, c'est parce qu'on savait que nombre de démocrates, membres du Congrès, ne la repousseraient pas, et que, si le Président l'a signée, c'est parce qu'il a vu que nombre de démocrates y avaient prêté la main. Les deux partis en sont donc à peu près également responsables, et si c'est une faute, ce qui n'est pas douteux, elle ne peut nuire au parti républicain au profit du parti démocrate qui a, en cela, sa part de culpabilité. De là parti républicain n'aura-t-il à craindre que le parti démocrate comme concurrent.

Le parti libéral nous paraît être dans la même situation de force que l'année dernière avant sa fonction avec le parti démocrate, à l'exception qu'il a jugé à propos de s'affubler du nom de parti du peuple, car c'est sous ce nom qu'il avait convoqué pour le 20 à Columbus, Ohio, la Convention, dont le télégraphe d'hier nous a transmis les résolutions. Ces résolutions reconnaissent que les partis ne sont pas infaillibles et que le devoir de tous les bons citoyens est de ne favoriser que les bons candidats quelle qu'en soit l'origine. Elles déclarent, en outre, que le parti démocrate et le parti républicain ont fait leur temps, et que dans l'intérêt du pays une nouvelle organisation est nécessaire. Elles demandent des garanties pour l'indépendance des gouvernements d'Etat et des administrations locales, et se prononcent fortement pour un tarif de revenu contre tout tarif de protection. Les amplifications qui accompagnent ces résolutions, ressemblent à tout ce qui a été dit plusieurs fois en semblables circonstances, car il est bien entendu qu'une plate-forme politique ne doit contenir que des doctrines acceptables, et se harmonie avec les idées communes d'une bonne économie, d'une stricte raison et d'une saine justice.

Mais le parti libéral, père de cette convention du peuple qui vient de passer ces résolutions à Columbus, tout en déclarant le parti démocrate et le parti républicain ont vécu, n'en donne pas moins un bref de vie au parti démocrate qui a toujours soutenu, depuis sa naissance, l'indépendance des gouvernements d'Etat, la restriction du pouvoir central et la nécessité d'un tarif borné au besoin de revenu. Quant aux banques, qui a jamais défendu avec plus d'énergie la cause funeste indûment que le parti démocrate ? et si le Congrès a fait bon marché des torrens des Etats-Unis dans l'intérêt des compagnies industrielles, n'est-ce pas la faute ? N'est-ce pas le parti républicain qui est responsable à lui-seul des scandales auxquels la prodigalité du Congrès a donné lieu ?

Nous ne voulons pas rappeler tous ces scandales, qui sont assez connus, et dont quelques uns ont eu un retentissement malheureux jusques dans l'ancien monde, car ils ont indigné la justice. Mais nous dirons qu'ils ont effarouché la pudeur de certains membres du parti républicain qui ont fait bande à part, et qui montrent ainsi, dès ce moment aussi, qui est sûr la nécessité de former un parti nouveau en appelant tous les honnêtes gens de la république. Nous ne le leur reprochons pas, loin de là ; car ils n'ont fait que cela de bien. Après avoir été républicains, ce qu'ils avaient de mieux à faire, était certainement de cesser de l'être. Mais quand ils adoptent, ou plutôt quand ils font façon, en abandonnant leur parti, d'adopter nûment les doctrines démocratiques, ils font pas qu'ils disent que le parti démocrate est mort et cela au moment même où, s'il était mort, ils le ressusciteraient par leurs aveux et leur programme. Leur erreur est de croire qu'avec une scission nouvelle ils peuvent tuer deux partis à la fois et triompher sur tous. Ils semblent perdre de vue ou ne pas comprendre que le parti républicain, en devenant de l'abolitionisme, n'avait ni valeur ni sens et que l'abolition faite, ce qui ne lui laisse plus rien à faire, il peut encore se maintenir en arborant un drapeau, non le drapeau d'un principe, mais le drapeau d'un homme, celui de Grant par exemple, qui représente non des doctrines politiques mais des intérêts, ces intérêts ont toujours été et seront toujours la plus forte partie de la politique humaine. Si on peut accompagner que le peuple des Etats-Unis est fatigué de ce mot de républicain, eh bien ! on appellera Granitiste, ou autre chose, et tout le monde saura qu'il s'agit toujours de la domination des mêmes hommes avec un baptême nouveau, sans modification de programme. Ils s'appellent donc Granitista comme les autres s'appellent Libéraux et l'on voters pour Grant comme les autres ont déjà voté pour Greeley, les républicains sans perdre de leur force et les Libéraux sans en acquérir.

Nous ne crey ons pas que des fantasmagories pareilles puissent tuer le parti démocrate, unique parti dont les doctrines soit de celles qui ne périssent pas. Nous croyons aussi que la Convention de Columbus a bien su se rendre compte de la situation en nommant pour candidat du temple à la place de gouverneur, un démocrate, le J. C. Collins et pour candidat à la place de lieutenant-gouverneur, un libéral, J. Z. Sounders Platt. Le reste du ticket est également partagé. Cela n'indique-t-il pas que le parti démocrate est bien vivant, qu'il est partout et que partout on ne peut rien faire sans lui ?

L'ENTERREMENT DE L'ANNÉE. — L'événement dont il s'agit est le festival et le grand spectacle pyrotechnique qui se [illegible] donnés dimanche, 3 août, aux Fair Grounds. On y verra une partie de Base Ball, entre les Pélicans et les Empires, tous les artistes de comique et la statue pyrotechnique du général Lee, haute de 30 pieds à 8 heures, les musiciens joueront la parade de Lee, dans la salle de l'Exposition, où auront lieu les danses. Voyez l'annonce.

☞ L'absence est toujours avantageuse demande des machines à coudre de la Compagnie Grover et Baker, car nos dames sont les plus extraordinaires du monde. [illegible] ayant l'avenues [illegible] machine.

Les deux citoyens désespérés.

Le *Republican* a pris au sérieux notre article d'hier sur le démembrement de la Louisiane, et il a cru que nous avions accepté les "deux citoyens désespérés" qui lui avaient proposé ce moyen pour sauver l'Etat que de le supprimer, en faisant de sa capitale actuelle une ville libre. Nous n'avons rien imaginé de cette ingénieuse idée et le style. Le premier de ces citoyens désespérés avait adressé, vendredi dernier, 25 juillet, au *N. O. Republican* une lettre où il lui communiquait le plan de cette suppression d'Etat par une double annexion, l'une en Texas et l'autre au Mississipi, et le *Herald* publiait le même jour ce communiqué signé X. Y. Z. Deux ou trois jours plus tard, le 28 juillet, paraissait dans le même journal un autre communiqué, signé "Bienville," qui adoptait l'idée du premier, mais avec une variante : la Nouvelle-Orléans, établie en ville libre, aurait conservé le petit territoire dont nous avons indiqué les limites dans notre article.

En conséquence, si le *Republican* veut s'en donner la peine, il cherchera et trouvera, aux dates ci-dessus, dans le *Herald*, les deux communiqués dont nous parlons, écrits en fort bon anglais et très dignes, sous tous rapports, d'attirer l'attention du lecteur. Ainsi à supposer que le *Republican* éprouve quelque difficulté à comprendre une langue qui n'est pas la sienne, bien qu'il ait saisi parfaitement le sens de notre article, il est sûr en tout cas que les deux citoyens désespérés lui feront comprendre le leur puisque la leur est celle du *Republican*.

Maintenant pour avouons que le motif invoqué par les deux citoyens pour la suppression de l'Etat n'est pas le nôtre. Nous avons dit que ce serait là un moyen sûr de nous débarrasser de nos dettes, attendu que le Texas et le Mississipi ne voudraient pas de nous avec ce fardeau. Mais "X. Y. Z." et "Bienville" n'y voient que le moyen de se débarrasser de la race ignorante dont le vote fait le malheur de ce pays. Cette raison a bien sa valeur, mais nous avons pensé que l'autre suffisait. Elle ne plaît pas au *Republican* qui a peut-être parmi ses amis beaucoup de détenteurs de bons. Nous en sommes fâché pour eux et pour lui, mais le *Republican* ne nous fera jamais admettre que nous devions rester un demi-siècle sous un pareil socialement.

Cinq pour cent et quart, cinq pour cent et demi, et peut-être, dans un an, six pour cent, non sur le revenu, mais sur le capital, c'est trop, c'est beaucoup trop et c'est ce à quoi le sénateur Carpenter ne voulait pas croire. Il répondait que cela était impossible. — Or, pour qu'il y ait dégrèvement, il faut que la dette saute, au moins la dette frauduleuse et nous regardons comme frauduleuse toute émission de bons qui n'a pas profité à l'Etat et ne lui a rien rapporté.

Quant à l'intervention d'une armée française pour faire respecter les droits de l'ancienne population de ce pays, nous ignorons où le *Republican* en a trouvé l'idée, mais à coup sûr elle ne vient pas de nous, ni de personne que nous connaissions. Elle ne vient pas plus de nous que le plan d'annexion pour soustraire la Louisiane à tous les fléaux qui l'assiégent, y compris le fléau de la barbarie. Le mérite s'il y en a un, appartient à MM. "X. Y. Z." et "Bienville."

VENTE DE L'HOPITAL DE MARINE.

L'Hôpital de Marine a été vendu, hier, par MM. Von Solinger & Cie., à M. Joseph Lennes, de cette ville, pour la somme de $51,000. Il n'y a eu que deux enchères, MM. Swartz & Cie. ont offert $50,000. Cet édifice, fort bien comme architecture, avait coûté $580,000. C'est une chûte de prix extraordinaire. Il est vrai que la localité où se trouve cet hôpital est malsaine et que si, sous ce rapport l'usage en est perfide, on ne peut l'adapter à rien d'utile, excepté peut-être à des corps de métiers où les ouvriers ne travailleraient que le jour.

Cependant on avait offert déjà $40,000, il y a quelque temps, et l'architecte des Etats-Unis avait, dit-on, rejeté cette offre avec indignation. Il a suffi d'ajouter $11,000 à l'enchère pour valoir sa résistance. En vérité, ce n'était pas assez. Mais les Etats-Unis sont riches, richissimes ; ils sont, en outre, généreux et libéraux. Ils n'y regardent pas de si près, et, en cela, ils doivent subir la destinée des grands empires qui perdent toujours plus de raison de l'étendue et de la complication de leur machine administrative.

La somme de $51,000, après tout, représente un revenu de $10,000, avec la taxe $13,000 et avec les réparations et l'assurance, car tout n'est pas en fer, $15,000. Nous doutons qu'en l'état, l'édifice puisse être loué à ce prix. La meilleure spéculation sera, sans doute, d'en vendre les matériaux en parties briséés.

HISTOIRE DE TÉLÉGRAMMES. — On avait fait courir le bruit que le gouverneur Kellogg était devenu, avec la fréquence de ses télégrammes, un assommoir pour l'avocat-général Williams. Ce haut fonctionnaire aurait fini par dire qu'il était fatigué de ces correspondances et qu'il bénirait le jour où M. Kellogg serait un remplacé qu'il disait sur lui toute espèce de provocation. Bon Dieu, le pauvre Williams du moins dûment convaincu d'assaut et batterie, a refusé de laisser fouiller la bête, à laquelle il tient beaucoup. Tous les jours nous demandions à quoi servent les révérends des médecins légistes.

Un personnage qui s'appelle Henry Nugent, quoiqu'il ne soit pas même caporal, n'est attaqué, hier après midi à John Mc Ginnis, qui respirait tranquillement l'air frais, sur le quai, au bord du fleuve. McGinnis, peu patient de sa nature, a saisi un morceau de bois et a assommé le secondant un du clin d'œil.

Un homme du nom de Charles Gill, maître d'équipage à bord de la goélette *Rosa*, est mort subitement, hier après midi, d'une attaque d'apoplexie ou d'une insolation.

☞ Il ne faut pas accepter de confiance un produit simplement parce qu'il est nouveau et sur la foi de son nom, ainsi les propriétaires des HOME STOMACH BITTERS n'ont-ils pas cette prétention. Ils invitent seulement les consommateurs à faire l'essai de leur produit et à le soumettre à l'examen de tout médecin compétent, convaincus qu'ils sont de voir leurs bitters appréciés par les hommes de goût et les amateurs pour leurs propriétés bienfaisantes et pour leur saveur agréable.

Le tribunal correctionnel de Bologne, vient de rendre un jugement auquel on ne saurait donner trop de publicité. Il a condamné solidairement deux époux qui, dans un wagon, avaient insulté grossièrement un prêtre.

Il y a quelques années, un curé, se trouvant à [illegible] dans le troisième [illegible] de Novare, le nommé [illegible] lui demanda [illegible] ; le curé [illegible] ; [illegible] ; [illegible] ;